



## CHAPITRE 52

Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail

[Sanctionnée le 19 décembre 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

### SECTION I

#### INTERPRÉTATION

Interprétation :

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« établissement » ;

*a)* « établissement », un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) et toute entreprise sans but lucratif qui exerce des activités normalement exercées par un établissement, fournit principalement des services communs à des établissements et est déclarée par le lieutenant-gouverneur en conseil être assimilée à un établissement ;

« services » ;

*b)* « services », les services de santé et les services sociaux habituellement dispensés par un établissement ;

« bénéficiaire » ;

*c)* « bénéficiaire », une personne ayant droit de recevoir des services de santé ou des services sociaux, au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) ;

« tribunal » ;

*d)* « tribunal », le tribunal du travail créé conformément au Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141).

Interprétation.

Les termes et expressions « association de salariés », « association d'employeurs »,

## CHAPTER 52

An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute

[Assented to 19 December 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

### DIVISION I

#### INTERPRETATION

**1.** In this act, unless the context indicates a different meaning, Interpretation:

*(a)* "establishment" means an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48) and any non-profit undertaking which carries on activities ordinarily carried on by an establishment, which mainly supplies common services to establishments and which is declared by the Lieutenant-Governor in Council to be like an establishment;

*(b)* "services" means the health services and social services ordinarily provided by an establishment;

*(c)* "recipient" means a person entitled to receive health services and social services within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);

*(d)* "Court" means the Labour Court created in accordance with the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141).

The terms and expressions "association of employees", "employers' association", Interpretation.

« grève », « lock-out », « salarié » et « employeur » ont le sens que leur donne le Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141).

“strike”, “lock-out”, “employee” and “employer” have the meaning given them by the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141).

## SECTION II

## DIVISION II

## LE COMMISSAIRE

## THE COMMISSIONER

**2.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un commissaire aux services essentiels parmi les juges membres du tribunal.

**2.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a commissioner for essential services from among the judges who are members of the Court. Appointment.

Il nomme en outre, auprès du tribunal, des commissaires-adjoints aux services essentiels et fixe leur rémunération.

He shall also appoint assistant commissioners for essential services to the Court and fix their salary. Assistants.

**3.** Le commissaire aux services essentiels dirige, coordonne et répartit le travail des commissaires-adjoints.

**3.** The commissioner for essential services shall direct, coordinate and apportion the work of the assistant commissioners. Duties.

**4.** Le commissaire aux services essentiels et chacun de ses adjoints sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

**4.** The commissioner for essential services and each of his assistants have the powers and immunity granted to commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11). Powers and immunity.

Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 845 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le commissaire ou un commissaire-adjoint, agissant en qualité officielle.

No extraordinary recourse provided in articles 834 to 845 of the Code of Civil Procedure may be exercised nor any injunction granted against the commissioner or an assistant commissioner acting in his official capacity. Denied recourses.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 5.

Two judges of the Court of Appeal may, on a motion, annul summarily any writ, order or injunction issued or granted in contravention to section 5. Annulment of writ, etc.

## SECTION III

## DIVISION III

## GRÈVE OU LOCK-OUT

## STRIKE OR LOCK-OUT

Nonobstant les dispositions de toute autre loi générale ou spéciale, une grève ou lock-out dans un établissement est interdit à moins que les parties n'y aient droit en vertu du Code du travail et qu'un accord préalable ne soit intervenu entre les parties sur les services essentiels qui doivent être maintenus pendant la grève ou le lock-out et sur la façon de les maintenir ou, à défaut d'un accord entre les

Notwithstanding the provisions of any other general law or special act, a strike or a lock-out in an establishment is prohibited unless the parties are entitled thereto under the Labour Code and a prior agreement has been concluded between the parties respecting the essential services which must be maintained during a strike or a lock-out and respecting the manner in which such services are to be maintained or

Accord ou décision sur services essentiels obligatoires.

Agreement on essential services.

parties, qu'une décision n'ait été rendue par le commissaire ou un commissaire-adjoint, conformément à l'article 11 de la présente loi.

Portée.

Un accord ou une décision porte notamment sur le nombre minimum de postes d'emploi qui doivent être occupés efficacement par les employés réguliers pour fournir les services essentiels ainsi que sur la possibilité d'accès et les besoins particuliers des bénéficiaires.

Copie d'avis au commissaire.

8. Lorsque le ministre du travail et de la main-d'oeuvre reçoit un avis conformément à l'article 42 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141), il en adresse sans délai copie au commissaire aux services essentiels, au bureau du greffier du tribunal.

Obligation de négocier.

9. Dès l'expédition de l'avis visé à l'article 8, les parties ont l'obligation de se rencontrer et de négocier un accord, avec diligence et bonne foi. Elles peuvent, en tout temps avant l'expiration du délai de 30 jours fixé par l'article 10, convenir de la nomination d'un médiateur chargé de tenter de les faire parvenir à un accord.

Dépôt de copie d'accord.

Lorsque les parties parviennent à un accord sur les services essentiels, le médiateur, s'il y en a un, ou les parties conjointement doivent en déposer sans délai copie pour le commissaire aux services essentiels auprès du greffier du tribunal.

Exécution.

L'accord devient exécutoire au moment du dépôt. Une copie doit en être affichée par les parties dans un endroit en vue de l'établissement.

Intervention du commissaire à défaut d'accord.

10. Lorsque, 30 jours après l'expédition de l'avis visé à l'article 8, aucun texte d'accord n'a été déposé auprès du greffier du tribunal, le commissaire aux services essentiels doit intervenir d'office, soit lui-même soit par l'entremise de l'un de ses adjoints.

Devoirs du commissaire.

Le commissaire ou l'adjoint saisi du dossier rencontre les parties et le médiateur, le cas échéant; il prend connaissance des positions respectives et rend celles-ci publiques.

Obligations des parties.

Les parties ont l'obligation d'assister à toutes réunions où le commissaire ou

unless, failing such an agreement between the parties, a decision is rendered by the commissioner or an assistant commissioner, in accordance with section 11 of this act.

An agreement or a decision shall deal, in particular, with the minimum number of occupational posts which must be filled effectively by regular employees in order to provide essential services, and with the availability of such services to and the special needs of recipients.

8. Where the Minister of Labour and Manpower receives a notification in accordance with section 42 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141), he shall send copy thereof forthwith to the commissioner for essential services at the office of the clerk of the Court.

9. From the time the notice mentioned in section 8 is sent, the parties shall have the obligation to meet and to negotiate an agreement, diligently and in good faith. They may, at any time before the expiry of the delay of 30 days fixed by section 10, agree upon the appointment of a mediator charged with inducing them to reach an agreement.

Where the parties reach an agreement respecting essential services, the mediator, if one has been appointed, or the parties jointly must file copy thereof forthwith for the commissioner for essential services at the office of the clerk of the Court.

The agreement becomes executory from the time it is filed. A copy must be posted up by the parties in a conspicuous place in the establishment.

10. Where, 30 days after the sending of the notification referred to in section 8, no text of any agreement has been filed with the clerk of the Court, the commissioner for essential services shall intervene *ex officio*, personally or through one of his assistants.

The commissioner or the assistant seized of the case shall meet with the parties and the mediator, if one has been appointed; he shall take cognizance of the respective positions and make them public.

The parties have the obligation to attend every meeting to which they are convoked

Scope.

Copy of notice to commissioner.

Negotiation obligatory.

Copy of agreement to be filed.

Executory on filing.

Commissioner intervenes where no agreement.

Duties of commissioner.

Obligations of parties.

l'adjoint les convoque, de lui faciliter la tâche dans la mesure du possible et de se soumettre à la procédure qu'il indique.

by the commissioner or the assistant, to make his task easier as far as possible and to observe the procedure he may indicate.

Décision du commissaire.

**11.** Le commissaire ou l'adjoint rend lui-même, dans un délai de 30 jours après avoir été saisi du dossier, une décision déterminant les services essentiels qui doivent être maintenus et la façon de les maintenir. Il rend sa décision publique.

**11.** The commissioner or the assistant shall himself, within a delay of 30 days after being seized of the case, render a decision determining the essential services that must be maintained and the manner in which they must be maintained. He shall make his decision public.

Commissioner's decision.

Exécution.

Cette décision devient exécutoire dès sa signification à l'adresse de chacune des parties ou à un de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, adjoints ou conseillers. Une signification peut être faite à toute heure, n'importe lequel jour.

Such decision becomes executory from service thereof at the address of each of the parties, or to any officer, director, employee, assistant or adviser thereof. Service may be made at any hour on any day.

Executory on service.

Modifications permises.

**12.** Lorsqu'un accord est intervenu ou qu'une décision a été rendue par le commissaire ou l'un de ses adjoints, les parties peuvent convenir de certaines modifications, lesquelles deviennent exécutoires sur approbation du commissaire aux services essentiels et leur dépôt par l'une des parties auprès du greffier du tribunal. La partie qui effectue le dépôt doit aviser l'autre partie en conséquence.

**12.** When an agreement is reached or a decision is rendered by the commissioner or one of his assistants, the parties may agree to certain changes, which shall become executory on being approved by the commissioner for essential services and filed by one of the parties with the clerk of the Court. The filing party must notify the other party accordingly.

Changes allowable.

Réexamen.

De même, sur requête d'une partie ou d'un bénéficiaire, le commissaire ou l'un de ses adjoints qu'il désigne peut accepter de réexaminer et, s'il le juge opportun, après avoir consulté les parties, de modifier une décision. La modification devient exécutoire dès sa signification aux parties. Cette signification peut être faite conformément au deuxième alinéa de l'article 11.

Similarly, on a motion from a party or a recipient, the commissioner or the assistant designated by him may agree to re-examine and, if he considers it expedient, after consultation with the parties, change his decision. The change becomes executory from service thereof on the parties. Such service may be made in accordance with the second paragraph of section 11.

Re-examination.

Publicité.

Le commissaire rend publique toute modification qui devient exécutoire conformément au présent article.

The commissioner shall make public every change which becomes executory in accordance with this section.

Change made public.

Embauche d'autres salariés interdite.

**13.** Lorsqu'un accord est intervenu ou qu'une décision a été rendue en vertu de l'article 11, l'employeur ne peut, pour fournir des services non considérés comme essentiels et habituellement rendus par les salariés de l'établissement, embaucher d'autres salariés.

**13.** Where an agreement is reached or a decision is rendered under section 11, the employer, to supply services not considered essential and usually supplied by the employees of the establishment, shall not hire other employees.

Hiring for non-essential services prohibited.

Ordonnances.

**14.** Le commissaire et ses adjoints ont tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur juridiction et ils doivent, notamment, rendre toute ordonnance qu'ils

**14.** The commissioner and his assistants have all the powers necessary for the exercise of their jurisdiction and shall, in particular, make any order they consider

Orders.

estiment propre à sauvegarder les droits des parties ou des bénéficiaires.

appropriate to safeguard the rights of the parties or of recipients.

Décision finale.

**15.** Sous réserve de l'article 12, une décision du commissaire ou de l'un de ses adjoints est finale et sans appel.

**15.** Subject to section 12, a decision of the commissioner or one of his assistants is final and without appeal. Decisions final.

Copies d'accord ou de décision aux ministres.

**16.** Le greffier du tribunal doit sur demande, faire parvenir sans délai au ministre du travail et de la main-d'oeuvre et au ministre des affaires sociales, copie de tout accord ou de toute décision du commissaire ou de ses adjoints.

**16.** The clerk of the Court must, on request, send forthwith to the Minister of Labour and Manpower and to the Minister of Social Affairs a copy of any agreement or any decision of the commissioner or his assistants. Copy of agreement or decision to Ministers.

#### SECTION IV

##### DISPOSITIONS FINALES

Infraction et peine: associations de salariés.

**17.** Une association de salariés qui autorise, encourage ou incite une personne à faire une grève dans un établissement, en l'absence d'un accord ou d'une décision visé à l'article 7, ou qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir aux termes d'un accord ou d'une décision exécutoire, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$5,000 à \$20,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

**17.** An association of employees which authorizes, encourages or incites a person to go on strike in an establishment, in the absence of an agreement or decision referred to in section 7, or which authorizes, encourages or incites a person to contravene the terms of an executory agreement or decision, is guilty of an offence and liable, on summary proceeding, in addition to the costs, to a fine of \$5,000 to \$20,000 for each day or part of a day during which the offence continues. Offence and penalty: association of employees.

Fonctionnaires, etc., réputés partie à l'infraction.

Lorsqu'une association de salariés a commis une infraction prévue au premier alinéa, chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est personnellement passible de la peine prévue pour l'infraction, que l'association de salariés ait ou non été poursuivie ou reconnue coupable.

Where an association of employees is guilty of an offence mentioned in the first paragraph, each of its officers, directors, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence, assented thereto or acquiesced therein, is deemed to have been a party to the offence and is personally liable to the penalty provided for such offence, whether or not the association of employees has been prosecuted or convicted. Officers etc., deemed parties.

Infraction et peine: fonctionnaires, etc.

**18.** Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association de salariés qui autorise, encourage ou incite une personne à faire une grève dans un établissement, en l'absence d'un accord ou d'une décision visé à l'article 7, ou qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir aux termes d'un accord ou d'une décision exécutoire, commet une infraction et est personnellement passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$2,000 à

**18.** Every officer, director, employee, agent or adviser of an association of employees who authorizes, encourages or incites a person to strike in an establishment, in the absence of an agreement or decision referred to in section 7, or authorizes, encourages or incites a person to contravene the terms of an executory agreement or decision, is guilty of an offence and is personally liable, on summary proceeding, in addition to the costs, to a fine of \$2,000 to \$10,000 for each day Offence and penalty: officer, etc.

\$10,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

Associations réputées partie à l'infraction.

L'association de salariés dont un fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue au premier alinéa, est partie à cette infraction et passible de la peine prévue au même titre que cette personne.

Infraction et peine: employeurs, etc.

**19.** Tout employeur ou association d'employeurs qui, de quelque façon, crée un lock-out dans un établissement en l'absence d'un accord ou d'une décision visé à l'article 7, ou qui contrevient aux termes d'un accord ou d'une décision exécutoire, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$5,000 à \$20,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

Administrateurs, etc., réputés partie à l'infraction.

Lorsqu'un employeur ou une association d'employeurs a commis une infraction prévue au premier alinéa, chacun de ses administrateurs, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est personnellement passible de la peine prévue pour l'infraction, que l'employeur ou l'association d'employeurs ait ou non été poursuivi ou reconnu coupable.

Infraction et peine: salariés.

**20.** Tout salarié qui participe à une grève dans un établissement, en l'absence d'un accord ou d'une décision visé à l'article 7, ou qui contrevient aux termes d'un accord ou d'une décision exécutoire commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$40 à \$200 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

Poursuites.

**21.** Les poursuites pour contravention à la présente loi sont intentées par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

Deniers requis.

**22.** Les deniers requis pour l'application de la présente loi sont prélevés à même le fonds consolidé du revenu.

Copie d'avis au commissaire.

**23.** Lorsque le ministre du travail et de la main-d'oeuvre a reçu un avis visé

or part of a day during which the offence continues.

The association of employees whose officer, director, employee, agent or adviser is guilty of an offence mentioned in the first paragraph, is a party to such offence and is liable to the penalty provided for in the same manner as such person.

Association deemed a party.

**19.** Every employer or employers' association who or which, in any manner, orders a lock-out in an establishment in the absence of an agreement or decision referred to in section 7, or who or which contravenes the terms of an executory agreement or decision, is guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of \$5,000 to \$20,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

Offence and penalty: employer, etc.

Where an employer or an employer's association is guilty of an offence mentioned in the first paragraph, each director, agent or adviser thereof who participated in the commission of the offence, assented thereto or acquiesced therein, is deemed to have been a party to the offence and is personally liable to the penalty provided for the offence, whether or not the employer or employers' association has been prosecuted or convicted.

Directors, etc., deemed parties.

**20.** Every employee who participates in a strike in an establishment, in the absence of an agreement or decision referred to in section 7, or who contravenes the terms of an executory agreement or decision, is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, in addition to the costs, to a fine of \$40 to \$200 for each day or part of a day during which the offence continues.

Offence and penalty: employee.

**21.** Proceedings for contraventions to this act shall be instituted by the Attorney-General or by a person generally or specially authorized by him for such purpose.

Prosecution.

**22.** The moneys required for the application of this act shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Required moneys.

**23.** Where the Minister of Labour and Manpower has received a notification con-

Copy of notice to commissioner.

à l'article 42 du Code du travail avant l'entrée en vigueur de la présente loi, de la part d'une partie à des négociations relatives aux établissements, il en adresse copie sans délai pour le commissaire aux services essentiels au greffier du tribunal.

Présomp-  
tion.

L'avis est alors considéré, aux fins de l'article 10 de la présente loi, comme ayant été expédié le jour de cette entrée en vigueur de ladite loi.

Requête  
pour  
injonction  
interdite.

**24.** Lorsqu'un accord est intervenu ou qu'une décision a été rendue en vertu de l'article 11, il est interdit au procureur général de faire une requête pour obtenir une injonction en vertu de l'article 99 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141).

Ministre  
respon-  
sable.

**25.** Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre est responsable de l'application de la présente loi.

Entrée en  
vigueur.

**26.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

templated in section 42 of the Labour Code before the coming into force of this act, from a party to the negotiations relating to the establishments, he shall forthwith send a copy thereof, for the commissioner for essential services, to the clerk of the Court.

The notification shall then be deemed, for the purposes of section 10 of this act, to have been sent on the day of such coming into force of the said act.

**24.** Where an agreement is reached or a decision is rendered under section 11, the Attorney-General is prohibited from making an application to obtain an injunction under section 99 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141).

**25.** The Minister of Labour and Manpower shall be responsible for the application of this act.

**26.** This act shall come into force on the day of its sanction.